

AUTRES FACETTES

INFORMATIONS ET OPINIONS SUR L'EFFORT INTERNATIONAL POUR ÉLIMINER LES DIAMANTS DE GUERRE

Numéro 23

Mars 2007

LA RUÉE VERS LES DIAMANTS DU ZIMBABWE S'AVÈRE EMPOISONNÉE Des accusations mènent à un plan de nationalisation

Une ruée vers les diamants dans la région éloignée de Marange, dans l'est du Zimbabwe, a commencé à faire l'objet d'une série d'échanges agressifs entre le gouvernement et ses critiques, vers la fin de 2006. En octobre, des milliers de résidents de la localité et de personnes de l'extérieur, y compris des enfants et des enseignants, ont afflué dans la région, à la recherche de diamants. Peu après, les médias internationaux ont commencé à publier des reportages sur les diamants du Zimbabwe trouvés à Marange et acheminés en contrebande en Afrique du Sud, et sur les mesures sans merci prises par le gouvernement pour régler le problème.

Le **Conseil mondial des diamants** a demandé au Processus de Kimberley de réagir, et a demandé aux gouvernements du Zimbabwe, de la RDC et de l'Afrique du Sud de « faire en sorte que des diamants illicites ne puissent pas être exportés, conformément au Système de certification du Processus de Kimberley ». En novembre, le gouvernement du Zimbabwe a lancé une campagne dont le nom de code est « Chikorokoza Chapera », et adopté une attitude répressive vis-à-vis de l'extraction illicite de l'or et des diamants; à la mi-janvier, le ministère de l'Intérieur du Zimbabwe a affirmé que 24 890 personnes avaient été arrêtées. La **Zimbabwean Miners Federation** déclare que la répression a nui aux moyens de subsistance de près de 2,5 millions de personnes, bien que les hauts fonctionnaires de la police impliqués dans les activités illicites n'aient pas été touchés.

Le ministre des Mines du Zimbabwe, **Amos Midzi**, a rejeté les accusations de contrebande, en affirmant ce qui suit : « Nous sommes au courant que quelqu'un – un ennemi juré de la population du Zimbabwe – a le projet de donner à la très partielle Union européenne une raison d'étendre ses sanctions illégales contre notre gouvernement lorsqu'elle participera à un examen, en février. » Cela n'a pas empêché le gouvernement d'arrêter un haut responsable, **William Nhara**, pour avoir présumément tenté de soudoyer un agent de police après l'arrestation d'une Libanaise accusée de contrebande de diamants. Les arrestations se sont produites au moment même où les informations rapportaient la tenue, en février, de trois encans secrets de diamants, présumément organisés par la **Mines and Minerals Marketing Company of Zimbabwe** et le **ministère des Mines et des Minéraux**. Le 5 mars, le *Sunday Mirror* du Zimbabwe rapportait qu'on avait vendu à des acheteurs de la Belgique, de l'Afrique du Sud et de l'Inde jusqu'à 50 kg de diamants, sans tenir compte des processus indiqués.

En coulisse, le gouvernement du Zimbabwe a fourni au Processus de Kimberley un rapport détaillé sur la ruée vers les diamants, et a invité le PK à envoyer une équipe d'examen afin de mettre à jour les constatations du dernier examen, effectué en septembre 2004.

En février, le gouvernement a révoqué le permis d'exploitation de la concession de Marange que possédait la société **African Consolidated Resources** (ACR), l'octroyant plutôt à la société d'État, la **Zimbabwe Mining Development Corporation**. ACR, créée en 2005 pour travailler expressément dans le secteur minier du Zimbabwe, a menacé d'intenter des poursuites judiciaires. Puis, le 20 février, le président **Robert Mugabe** a annoncé que l'ensemble de l'industrie du diamant au Zimbabwe serait nationalisée. « Seul le gouvernement exploitera les diamants », a-t-il dit. Les diamants seront classés dans une « catégorie spéciale » a-t-il ajouté, accusant les sociétés d'exploration de vendre illégalement les gemmes qu'elles trouvaient. Cette annonce ne disait pas ce qu'il adviendrait de la **Rio Tinto**, la troisième plus importante société d'extraction du monde, qui possède deux mines de diamants au Zimbabwe.

LA CONTREBANDE DE DIAMANTS AU VENEZUELA Défaut de communiquer depuis quatre mois

Le Venezuela, un pays dont on estime à 150 000 carats la production annuelle de diamants, n'a exporté officiellement que 207 carats depuis le premier trimestre de 2005. Bien que ce pays soit membre du Système de certification du Processus de Kimberley pour le contrôle des diamants bruts, il a pour ainsi dire échappé au radar du SCPK. C'est dire que 100 % des diamants du Venezuela sortent du pays en contrebande, sans qu'il ne soit question du SCPK ou d'autres contrôles gouvernementaux. C'était la principale constatation d'un rapport publié en novembre 2006 par Partenariat Afrique Canada : *The Lost World: Diamond Mining and Smuggling in Venezuela*.

On a discuté du rapport à la réunion plénière du Processus de Kimberley de novembre 2006, à Gaborone, et après avoir établi un plan visant à envoyer une équipe d'examen dans le pays, avant Noël si possible, on a mis en attente les demandes voulant que le Venezuela soit exclu du

SCPK. Cependant, malgré des efforts répétés du président du Processus de Kimberley et d'autres personnes pour communiquer avec des fonctionnaires responsables au Venezuela, aucun accord n'avait été conclu au début de mars concernant l'envoi d'une équipe. En fait, on n'avait reçu aucune réponse du Venezuela, quatre mois après la réunion au Botswana.

Le rapport de PAC montre comment les récents efforts visant à mettre un terme à l'extraction illicite au Venezuela n'ont engendré que violence et mort. Un amalgame d'impôts élevés, de contrôles inefficaces des devises et d'incompétence bureaucratique a confiné les négociants de diamants du Venezuela à la clandestinité. Le laxisme des contrôles leur permet de passer en contrebande toute la production annuelle du pays par l'entremise du Brésil, du Guyana, de Hong Kong, des États-Unis et de la Belgique. Le rapport de PAC est accessible à

http://www.pacweb.org/e/images/stories/16_thelostworld_no_v2006.pdf

UNE CHERCHEUSE DE GLOBAL WITNESS ARRÊTÉE EN ANGOLA

Démenti des accusations d'espionnage

Une chercheuse de Global Witness, **Sarah Wykes**, a été arrêtée le 16 février dans l'enclave pétrolière angolaise de Cabinda, et accusée d'espionnage. M^{me} Wykes se trouvait à Cabinda pour recueillir de l'information pour un rapport sur l'industrie pétrolière de l'Angola. Global Witness a publié un communiqué démentant les allégations d'espionnage et exigé sa libération immédiate. La chercheuse, qui était arrivée à Luanda le 11 février et s'était rendue à Cabinda plus tard dans la semaine, était accusée de violation de la sécurité nationale.

Après trois nuits de détention, M^{me} Wykes a été libérée sous cautionnement et on lui a remis son passeport. Global Witness a dit craindre qu'il faille des mois pour régler l'affaire.

Cabinda, qui est séparée du reste de l'Angola par une petite lisière de territoire congolais, compte pour autant que 65 % de la production nationale de pétrole, estimée à 1,4 million de barils par jour. Son intégration à l'Angola, en 1975, après avoir accédé à son indépendance du Portugal, avait déclenché une guerre de 31 années contre des rebelles qui luttait pour une indépendance totale. L'Angola, le deuxième plus gros producteur de pétrole de l'Afrique après le Nigeria, a été accusé d'avoir l'un des secteurs pétroliers les plus corrompus du monde, une large proportion de ses revenus n'étant pas comptabilisée chaque année. La campagne **Publiez ce que vous payez** et **Revenue Watch** ont abondamment documenté les problèmes relatifs aux revenus du pétrole en Afrique; voir : <http://www.publishwhatyoupay.org/english/> et <http://www.revenuewatch.org/>

« LE DIAMANT DE SANG » : LES CRAINTES S'ATTÉNUENT De grands défis demeurent

Le Diamant de sang, le film d'action hollywoodien longtemps attendu, mettant en vedette **Leonardo DiCaprio**, est arrivé sur les écrans nord-américains en décembre et dans les cinémas européens en janvier. Le film a eu une réception mitigée, mais dans l'ensemble, il a été bien accueilli. Il a obtenu cinq nominations aux « *Academy Awards* », y compris celles pour le meilleur acteur (**DiCaprio**) et le meilleur acteur de soutien (**Djimon Hounsou**), mais en bout de ligne, tous les prix ont été remis à d'autres.

Les craintes de l'industrie, qui croyait que le film nuirait aux ventes de bijoux de diamants, se sont avérées sans fondement. Les ventes d'avant Noël aux États-Unis ont en fait été supérieures à celles de 2005 – au moment même où le film faisait recette au box-office. Le film s'est par ailleurs révélé être un bon catalyseur pour des discussions plus approfondies concernant les conflits en Afrique. Les acteurs **Djimon Hounsou** et **Jennifer Connelly** ont figuré ensemble dans un message d'intérêt public pour le Programme alimentaire mondial, qui a servi de toile de fond dans plusieurs scènes du film. M. Hounsou a pris la parole lors d'une présentation spéciale du film aux Nations Unies, en janvier, en tant que membre d'un panel auquel participaient **Ian Smillie**, de Partenariat Afrique Canada, et **Jimmie Briggs**, auteur de *Innocents Lost: When Child Soldiers Go to War*.

Depuis la sortie du film, le réalisateur de *Diamant de sang*, **Ed Zwick**, a parlé du film, de l'Afrique et des diamants à plusieurs reprises. Dans une entrevue réalisée en janvier avec le principal iconoclaste de l'industrie du diamant, **Martin Rapaport**, il a dit avoir abordé l'histoire en tant qu'historien, journaliste et conteur. « Ce qui est clair, a-t-il dit, c'est que l'histoire de la Sierra Leone est une tragédie, et que l'ensemble de l'industrie du diamant est complice de cette tragédie. Je crois qu'il revient maintenant à l'industrie du diamant d'agir de manière à remédier aux conséquences de cette tragédie. »

Il a repris ce thème lorsqu'il s'est adressé à la Rapaport International Diamond Conference à New York, en février. « Le mieux qu'un film puisse faire, c'est de présenter une série d'images iconiques à la culture, et d'accélérer la réflexion, le débat et le dialogue afin d'éveiller la conscience collective à ce problème. Les changements se produisent lorsqu'un concert de voix s'y appliquent, et que l'ensemble de toutes ces voix et préoccupations atteignent un point culminant. Ce film représente donc une très petite partie de ce que j'espère être une grande préoccupation. » Le texte complet des commentaires de M. Zwick est accessible à

<http://blooddiamond.pacweb.org/thinkingaboutdiamonds/>

RDC : PROLONGATION DE LA MISSION DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES

Un rapport révèle que les ressources naturelles alimentent de nouveaux conflits

En février, le Conseil de sécurité des Nations Unies a renouvelé le mandat de la MONUC, la mission de maintien de la paix des Nations Unies en République démocratique du Congo, pour une durée de deux mois, bien qu'on soit à peu près certain qu'elle soit prolongée encore davantage. Le rapport d'un Groupe d'experts des Nations Unies présenté au Conseil de sécurité en janvier faisait état de problèmes constants dans l'exploitation des ressources naturelles en République démocratique du Congo. Il est impossible d'examiner la situation actuelle sous le seul angle des activités de groupes armés structurés, affirme le rapport. La violence comprend « une problématique plus vaste et plus complexe dans laquelle les acteurs étatiques, la criminalité, la corruption et d'autres activités armées illicites jouent un rôle ». Le rapport donne des exemples de la circulation illicite d'armes, disant que dans les régions d'Ituri et de Kivu, on a pu établir un lien clair entre les activités « des intervenants armés illicites et des secteurs d'exploitation de ressources naturelles ». On a constaté que l'or, la cassitérite (oxyde d'étain) et le pyrochlore étaient au cœur des problèmes de sécurité actuels.

« L'incurie de l'État et la militarisation actuelle de l'exploitation des ressources naturelles ont des ramifications plus vastes en termes de sécurité », dit le rapport, soulignant le bien-fondé des sanctions sélectives des Nations Unies concernant certaines marchandises. Il est cependant « illogique et inefficace » que les soldats du gouvernement « dont la solde s'élève au mieux à moins d'un dollar par jour, soient appelés à assurer la sécurité d'une zone où l'exploitation des ressources naturelles rapporte 800 000 dollars par mois à l'économie locale », ajoute le rapport au sujet de la production de cassitérite à Walikale. Global Witness a rassemblé un dossier complet sur les méfaits présumés des entreprises multinationales, accessible à

http://www.globalwitness.org/media_library_detail.php/507/fr/plainte_c_ontre_afrimex_uk_ltd_dans_le_cadre_de_la_

Entre-temps, l'insécurité à la société nationale MIBA a entraîné une chute spectaculaire de la production de diamants. Selon un reportage de la BBC, entre juin et décembre 2006, la MIBA a exporté 545 000 carats, comparativement à plus de 2,5 millions de carats au cours de la même période en 2005. La cause de cette chute est attribuée aux conflits violents impliquant les mineurs illicites ainsi qu'à la mise hors de service d'une nouvelle excavatrice de 10 millions de dollars à la suite du meurtre, l'an dernier, de l'ingénieur sud-africain Mike Baby. Plus de 6 500 employés de la MIBA ont été touchés, des salaires n'ayant pas été payés pendant des mois. Amnistie Internationale et d'autres organisations de défense des droits de la personne avaient déjà ciblé la direction de la MIBA en raison d'une violence excessive contre les creuseurs illicites. Le rapport du comité des Nations Unies est accessible à

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N06/630/36/PDF/N0663036.pdf?OpenElement>

LIVRES

Gary Stewart et John Amman, *Black Man's Grave: Letters from Sierra Leone*, Cold Run Books, Berkeley Springs, 2006, 224 pages, 14,95 \$ US

L'élégante jaquette de ce livre au titre séducteur arbore une étiquette rouge disant : « Diamants de sang? Charles Taylor? Lisez TOUTE l'histoire. » C'est une ruse publicitaire disgracieuse, visant à profiter de la sortie du film *Le Diamant de sang*, et cela est trompeur. Le livre raconte effectivement, dans les derniers chapitres, comment les diamants de la Sierra Leone ont aidé à financer la guerre civile brutale qui y a duré 10 ans, mais il ne s'agit que d'une synthèse de recherches déjà très largement accessibles. Il n'y a rien de nouveau jusqu'ici. Ce qu'il y a de nouveau – et qui rend le livre fort lisible et maintient l'intérêt – ce sont les lettres d'amis sierra-léoniens des deux auteurs américains, anciens volontaires du Peace Corps, qui couvrent toute la période de la guerre.

Les trois correspondants sierra-léoniens sont instruits et appartiennent à la classe moyenne; ils ont été pris au milieu d'un conflit sanglant. Ils rapportent, souvent en une prose concise et réservée, des détails du type de ceux qu'on pourrait trouver dans un journal intime, sur un monde qui s'écroule, et parlent de la perte de tout – les amis, les membres de la famille, les emplois, les maisons et les propriétés, au cours des immenses pillages qu'ont subis des millions de personnes pendant la guerre. Les rédacteurs des lettres sont des témoins convaincants et articulés d'un carnage à peine remarqué – de l'effondrement et de la terreur soutenue dans ce petit pays de l'Afrique occidentale. Les auteurs (ou mieux nommés les éditeurs), Gary Stewart et John Amman, qui le connaissent bien, ont de toute évidence le mal du pays, et offrent un contexte éloquent à ces lettres, faisant de ce livre un précieux document historique.

L'un des auteurs des lettres dit : « C'est avec un grand plaisir que je vous écris et vous informe que je suis encore vivant, et non mort comme on vous l'a peut-être dit ... » Un grand plaisir que je sois encore vivant ... Les lettres témoignent des tragédies comme du pathétique d'une guerre menée par des forces incomprises par la majorité des Sierra-Léoniens, mais qui a profondément changé leur vie et leur pays. Il s'agit d'un apport intéressant à la documentation sur la guerre en Sierra Leone.

– LG

ARRESTATIONS À LA FOIRE DE GEMMES DE TUCSON

« Événement rare » – Zoellner

Le 4 février, deux hommes, l'un natif de la Guinée et l'autre originaire de la Sierra Leone et citoyen naturalisé des États-Unis, ont été arrêtés dans une chambre de motel de Tucson, en Arizona, pour avoir prétendument vendu un diamant brut de sept carats au prix de 15 300 \$ à des agents d'infiltration des services de l'immigration et des douanes qui s'étaient fait passer pour des acheteurs de gemmes la journée précédente.

Les soupçons des agents avaient été éveillés par des négociants de gemmes à la Foire de gemmes et de bijoux de Tucson, qui avaient affirmé que les deux hommes étaient des habitués de l'événement annuel. Les représentants du Processus de Kimberley au Département d'État à Washington ont été alertés et les arrestations ont eu lieu peu après. Les agents fédéraux ont estimé à

250 000 \$ la valeur des gemmes trouvées dans la chambre de motel, mais l'avocat qui représentait les deux hommes lors d'une comparution devant le tribunal, le 8 février, a dit qu'elles valaient plus de 2 millions de dollars.

Les hommes ont été accusés en vertu de la *Clean Diamond Trade Act*, et s'ils sont déclarés coupables, ils sont passibles d'un maximum de cinq années d'emprisonnement ou d'une amende de 250 000 \$, ou des deux.

Dans un article en regard de la page éditoriale de l'*Arizona Daily Star*, Tom Zoellner, auteur de *The Heartless Stone* (St. Martin's Press, 2006), a qualifié l'arrestation d'« événement rare », non pas parce que les transactions de diamants illicites sont rares mais parce que quelqu'un a réellement été pris en flagrant délit. « Les personnes les plus touchées par l'achat de diamants illicites, a dit M. Zoellner, sont les populations africaines, qui perdent des revenus fiscaux et les avantages connexes : l'éducation, les routes et les soins de santé. La vaste majorité des acteurs honnêtes du commerce des diamants y perdent aussi, leurs bénéfices étant réduits par l'action des contrebandiers. »

Mais M. Zoellner a aussi dit que le flux quotidien des diamants illicites « aide à dissimuler et maintenir le négoce insidieux de ce qu'on appelle les diamants de guerre ou diamants de sang. » Il a parlé du Processus de Kimberley comme d'une « première mesure incomplète visant à avoir prise sur le problème » mais a ajouté que les contrebandiers déterminés trouvent ce processus facile à éluder. Peut-être plus aussi facile à Tucson.

LE CANADA APPUIE L'ITIE

En février, le gouvernement du Canada annonçait son appui officiel à l'égard de l'**Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE)**. « Nos objectifs visent à réduire la pauvreté, à promouvoir la démocratie et à réduire les risques de conflit », a déclaré **Josée Verner**, ministre responsable de l'**Agence canadienne de développement international**. « Les initiatives comme celle-ci appuient ces objectifs, tout en favorisant l'atteinte d'un plus haut degré de transparence, ce qui permet aux citoyens d'exiger une plus grande responsabilité de la part de leurs gouvernements. »

L'ITIE « appuie l'amélioration de la gouvernance dans les pays riches en ressources naturelles grâce à la communication et à la vérification complètes des paiements des sociétés et des revenus des gouvernements dans les secteurs du pétrole, du gaz et de l'exploitation minière. » De nombreux pays sont riches de ces produits, et les études ont montré que lorsque la gouvernance est bonne, ils peuvent générer des revenus importants susceptibles de favoriser la croissance économique et de réduire la pauvreté. Lorsque la gouvernance est faible, cependant, ils peuvent au contraire causer la pauvreté, la corruption et les conflits – ce qu'on appelle le « fléau des ressources ». L'ITIE vise à éliminer ce « fléau » en accroissant la transparence et la responsabilisation.

Plus de 20 pays en développement ont adhéré aux principes et aux critères de l'ITIE depuis le lancement de l'initiative par la Grande-Bretagne, en 2003. L'ITIE est soutenue par un bon nombre d'organisations, de sociétés et de pays, y compris l'**Allemagne**, la **Norvège**, les **Pays-Bas**, la **France**, l'**Australie** et le **Royaume-Uni**. L'appui du Canada est assorti d'une contribution de 750 000 \$ CAN au fonds fiduciaire de l'ITIE, qui regroupe plusieurs donateurs, de même que d'un financement annuel de 100 000 \$ CAN.

Veille médias

En novembre, des fonctionnaires de 18 pays africains producteurs de diamants se sont rencontrés en Angola et ont convenu de créer l'**Association des pays africains producteurs de diamants (ADPA)**. Selon un communiqué, la nouvelle association, une idée du président de l'Angola **Eduardo dos Santos**, vise à accroître la coopération, coordonner les politiques et renforcer les efforts pour mettre un terme au commerce des diamants de guerre.

Dépenses somptuaires : le grand magasin britannique **Selfridges** offrait des fers à défriser ornés de diamants aux personnes qui avaient des problèmes de magasinage et de cheveux frisés pendant la période des Fêtes. L'appareil était fabriqué en or jaune et blanc de 18 carats, et était orné de six diamants roses Dutch Crown. Le prix des appareils s'élevait à 9 500 £, incluant un étui en cuir italien. Les appels faits par *Autres Facettes* à Selfridges n'ont pas permis d'apprendre combien d'appareils avaient été vendus.

En janvier, la **Diamond Trading Company**, par l'entremise de l'agence de publicité **JWT**, a annoncé la tenue d'une campagne intitulée « *Raise Your Right Hand Ring for Africa* » (Levez votre main droite baguée pour l'Afrique). La société offrait de donner 10 000 \$ chaque fois qu'une actrice porterait une bague de diamant à la main droite pendant les cérémonies des **Golden Globe**, **Grammy** ou **Academy Awards**. Les actrices pouvaient choisir la cause à laquelle elles aimeraient qu'on remette leur don. Le réalisateur de *Le Diamant de sang*, **Ed Zwick**, a dit que le fait d'offrir de faire un don de charité de 10 000 \$ dans le but de convaincre une actrice ignare de porter des clinquants à la cérémonie des Oscars confondait responsabilité et publicité.

En janvier, on a rapporté une descente de police dans les bureaux de **Monstre Worldwide**, une société de financement, d'assurance et de transport d'Anvers, dans le cadre d'une enquête sur le blanchiment d'argent et la fraude, commencée en 2005. Au cours de cette opération à laquelle ont participé 40 détectives, on a fouillé une douzaine de bureaux de négociants de diamants et effectué plusieurs arrestations. L'enquête se poursuit.

En janvier encore, **Alex Yearsley**, de **Global Witness**, a croisé le fer avec **Cecilia Gardner**, du **Conseil mondial des diamants**, dans le cadre de l'émission *Hard Talk* de la BBC. Les accusations et contre-accusations ont probablement confondu les spectateurs. Lors d'un échange, on mentionnait que le nombre considérablement réduit des diamants de guerre aujourd'hui avait peu à voir avec le Processus de Kimberley. Un moment plus tard, le PK était décrit comme étant « une réalisation étonnante ».

Entre-temps, **Global Witness** et l'industrie continuaient de débattre de la responsabilité qu'ont les détaillants de connaître la provenance des diamants qu'ils vendent. Le 22 janvier, **Global Witness** et **Amnistie Internationale** ont demandé que l'industrie mette en place un système de vérification indépendant avant le 14 février.

Sebastian Junger, dont l'article sur les diamants de guerre en Sierra Leone, paru dans le *Vanity Fair* du mois d'août 2000, avait renvoyé la balle aux détaillants de diamants, a publié un article sur le « pétrole du sang » dans le numéro de février du *Vanity Fair*. **M. Junger**, auteur de *The Perfect Storm (En pleine tempête)*, parle du danger que font planer la pauvreté, la cupidité, la pollution et la mauvaise gestion des ressources pétrolières du Nigeria sur les économies occidentales dépendantes du pétrole.

Une version d'une heure de *Bling'd: Blood, Diamonds, and Hip Hop* a été diffusée sur VH1 le 22 février. Le film jette un regard sans complaisance sur les diamants de la Sierra Leone, et sur la façon dont « le tape à l'œil » dans le monde étincelant du hip-hop commercial avait joué un rôle dans la guerre des rebelles qui a pris fin en 2002. Dans *Bling'd*, trois vedettes du hip-hop – **Paul Wall**, **Raekwon** et le roi du reggaeton **Tego Calderon** – visitent la Sierra Leone, rencontrant leurs contemporains, des réfugiés et d'anciens enfants soldats. Ils voient comment les Sierra-Léoniens essayent de se remettre des ravages de la guerre, et racontent comment les Américains peuvent jouer un rôle pour éradiquer les diamants de guerre en devenant des consommateurs avertis qui demandent des diamants « propres ». La première de la version long métrage du film aura lieu en avril.

Le film africain sur les « diamants de sang » Ezra remporte l'Étalon d'or

Si l'on considère toute la publicité qui a entouré le film de Leonardo DiCaprio, *Le diamant de sang*, il peut être compréhensible qu'un film africain traitant des mêmes sujets – les diamants de guerre et les enfants soldats – soit passé inaperçu en Europe et en Amérique du Nord. *Ezra*, le deuxième film du réalisateur nigérian **Newton Aduaka**, n'est toutefois pas passé inaperçu au **Festival panafricain du cinéma et de la télévision** de Ouagadougou, où il a remporté, en mars, le prestigieux Étalon d'or.

Le film, dont la première avait eu lieu au **Sundance Festival**, aux États-Unis, en février, raconte l'histoire d'un jeune garçon de sept ans, kidnappé par les rebelles en Sierra Leone et forcé de commettre des atrocités dans son propre village, ce qui faisait partie de sa socialisation dans la violence, sous l'effet de la drogue. Le film commence en présentant Ezra, qui a maintenant 16 ans et qui lutte pour reprendre contact avec la réalité. Les retours en arrière illustrent toute la gamme des horreurs de la guerre en Sierra Leone, de la vente de drogues et de diamants aux macabres amputations qui sont devenues la marque de commerce des rebelles.

« Je veux que les gens réalisent, dit **Newton Aduaka**, que les guerres ne finissent pas dès le cessez-le-feu; que de profonds problèmes psychologiques persistent. » Parlant des enfants soldats, **M. Aduaka** ajoute : « En Occident, ces enfants bénéficieraient de services de consultation psychologique pendant des années. En Afrique occidentale, ils restent meurtris et on les laisse aller se battre en tant que mercenaires, conflit après conflit, ce qui ne fait qu'alimenter d'autres guerres. »

AUTRES FACETTES

Autres facettes, un bulletin périodique au sujet de l'effort international visant à mettre fin aux conflits reliés aux diamants, est une publication de Partenariat Afrique Canada. Les points de vue exprimés dans *Autres facettes* sont uniquement ceux des auteurs et de la rédaction.

Nous reconnaissons l'appui de : Affaires étrangères et Commerce international Canada, Irish Aid, le Centre de recherches pour le développement international, le Fonds de justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile et plusieurs autres organismes.

Pour plus d'information, veuillez contacter Partenariat Afrique Canada, 323, rue Chapel, Ottawa, Ontario, K1N 7Z2, Canada.

info@pacweb.org www.pacweb.org ISSN : 1496-7502